

Mai 2006

**YVES BONTAZ
OU LA MONDIALISATION CONTRARIEE**

Dans le dernier film de Gilles Perret, intitulé "Ma Mondialisation", Yves Bontaz joue le rôle sa propre vie, celui d'un chef d'entreprise de décolletage confronté à la mondialisation. Personnage haut-en-couleurs, ce patron "familial" est aujourd'hui à la tête de 1000 employés, dont sept cents répartis entre le Brésil, Shanghai, la République Tchèque. Mêlant franc-parler et provocation, son discours démontre toute l'ambiguïté de la mondialisation.

Pourquoi avoir accepté un tel projet ?

Cela faisait déjà quelques années que Gilles Perret voulait faire un film sur la vie d'un entrepreneur. J'ai finalement accepté, même si le sujet est beaucoup plus large et concerne la situation du décolletage dans la vallée de l'Arve. Un film sur ma seule personne aurait, je crois, un peu ennuyé. Personnellement, je suis passé par la paysannerie, puis j'ai été artisan. A l'époque, je voyais des patrons qui n'arrêtaient pas de se prendre la tête. Alors, je voulais montrer qu'on pouvait réussir sans rouler des mécaniques. Je continue de passer la moitié de mon temps, en tee-shirt, au milieu de mes ouvriers. Certains me tutoient, et n'hésitent pas à me taper sur l'épaule pour me rappeler leur augmentation. Je suis sans doute atypique, mais toute ma vie j'ai été comme cela.

Dans le film, on a le sentiment que les patrons eux-mêmes se retrouvent dépassés par le système, et ne contrôlent plus grand chose... Vous même, vous vantez les mérites de la mondialisation, et tantôt vous semblez la regretter.

Tous les freins à la liberté d'action ont été enlevés, et on arrive dans une position où la mondialisation se révèle dramatique. Le film explique bien cette recherche de rentabilité qui s'impose à tous les niveaux, et qui nous font mener à tous un train d'enfer. Mais c'est cela ou le collectivisme, et je ne vois pas de quelle manière on peut freiner tout cela.

Personne n'est responsable de la mondialisation Mais il n'y a pas le choix. J'insiste quand même sur le fait que je n'ai jamais délocalisé à l'étranger. On a commencé à localiser dès activités à l'étranger il y a de cela une douzaine d'années. Mais il n'y a pas eu d'emplois supprimés en France. Lorsque nous nous sommes rendus au Brésil, nous avons vu la misère des favelas. On s'est dit qu'en s'implantant là, on créerait déjà 50 emplois. C'est déjà cela. Certains élus socialistes s'emportent contre les délocalisations mais cela revient à s'opposer au transfert de richesse dans les pays pauvres.

Dans le film, vous évoquez déjà ce « partage des richesses », mais vous ignorez combien gagnent vos employés chinois, qui par ailleurs, vivent dans des conditions précaires...

Dans les pays étrangers, on met des directeurs locaux car ils sentent la culture du pays. Dans le cas que vous citez, j'avais presque honte d'apprendre qu'un gars ne gagne que 80 €. Mais ce n'est pas moi qui fais le monde, et les Chinois ne seraient sans doute pas aussi pauvres s'ils n'avaient pas connu le marxisme. Et puis la différence entre ici et là-bas va rapidement se résorber.

En supprimant le code du travail en France, comme le suggère l'un de vos collègues dans le documentaire ?

C'était une provocation, et j'aime assez cela. Comme quand mon frère, qui est également chef d'entreprise, se vante de n'avoir jamais discuté avec un syndicat.

Chanter l'Internationale avec vos collègues, c'est aussi de la provocation ?

Notre soirée avait été passablement arrosée. Mais c'est pareil. Que ce soit la Marseillaise ou l'Internationale, il est à chaque fois question d'armes et de luttes et je ne me reconnais pas dans ces chants. Je suis satisfait de voir les frontières tombées car cela signifie la fin des guerres et des dictatures.

Pensez-vous qu'un avenir est possible pour le décolletage dans la vallée de l'Arve ?

Je suis assez confiant. Je pense qu'il restera toujours l'usinage de grosse production. Cette production nécessite des investissements tellement lourds que l'incidence du salaire est quasiment le même en France qu'en Chine. Après, il y a tout ce qui est assemblage, logistique et expédition et qui coûte 60% du prix. Tout cela doit être fait à l'étranger.

Et si demain, un fonds de pension vous propose de racheter votre entreprise...

Tout s'achète à condition qu'on y mette le prix. Mais pour l'instant, je ne suis pas dans cet état d'esprit. Tant qu'il y a de l'envie... Le problème est qu'aujourd'hui bien des patrons français sont écœurés par l'omniprésence de l'Etat et ne veulent plus investir en France

Propos recueillis par Jérôme Rivollet